

Céramique

L'Afrique, un paradis perdu pour l'export

- Suprématie chinoise et espagnole
- L'Etat-stratège au banc des accusés
- Plaintes pour défaut de coopération

DURANT les dix dernières années, les céramistes ont petit à petit basculé dans le statut très peu envié «d'espèce menacée d'extinction». Sont-ils en premier responsables de leur sort ou bien paient-ils, à l'instar d'autres secteurs, les pots cassés d'une ouverture mal négociée? Fouad Benzakour, président de l'Association professionnelle des industries céramiques (Apic), défend ses pairs d'être les canards boiteux de la libéralisation.

A l'exception de quelques très rares cé-

ramistes, le pari de l'export est pourtant loin d'être gagné. Déjà dans le rapport d'enquête 2008 sur les clauses de sauvegarde, le ministère du Commerce extérieur constate que «Facemag et Super Céram sont les seules unités de production à effectuer des opérations d'exports timides». La politique commune d'exportation a été pourtant l'un des piliers du programme d'ajustement (voir p. 5). Le porte-parole des producteurs relativise en faisant porter le chapeau à l'Etat.

«Le Maroc n'a ni accords de libre-échange, ni avantages douaniers avec des pays africains notamment subsahariens. Pays qui ne sont pas producteurs de céramique. Sur le plan douanier et fiscal, l'Espagne est mieux placée. La Chine, elle, pénètre plus facilement ce marché africain de 300 millions de m² de carreaux», déclare l'Apic. N'oublions pas qu'en 2012, Chinois et Espagnols trônent dans le top 5 des producteurs mondiaux de la céramique, selon Tile Today, magazine anglophone spécialisé dans l'industrie.

Fallait-il que l'Etat soit plus sensible et



Le marché marocain consomme 77 millions de m² de carreaux (Ph. Jarfi)

ouvert aux attentes des opérateurs?

«Il aurait été plus judicieux de signer des accords avec des pays africains qu'arabes (accord d'Agadir)... L'Etat a été sollicité par les producteurs. Mais il ne suit pas malheureusement», poursuit notre interlocuteur. La Turquie et l'Egypte avec qui des accords ont été signés sont de sérieux concurrents. En tant que producteurs, ils sont mondialement bien classés.

Que dire alors des contrats-programmes ayant servi depuis la fin des années 1990 à biberonner plusieurs secteurs (textile, BTP, transport, tourisme, agriculture, énergie...) et sans presque jamais réclamer la facture (voir p. 6)?

Youssef Belkaid, président des professionnels de la céramique et second œuvre (Apisa), a un avis. «Le Maroc est la vitrine de l'Afrique de demain. Il avance résolument vers le développement (...) avec des

partenaires champions dans leurs domaines (automobile, aéronautique, banque-assurance...). Le Maroc ne saurait traîner des boulets qui ne respectent pas leur engagement en termes d'exportation bien que les céramistes aient tout demandé et tout obtenu par le passé: mesures de sauvegarde, subvention à l'énergie, prix de référence pour l'importation... Les producteurs locaux se focalisent uniquement sur le marché local dont ils veulent continuer à prendre le consommateur en otage», relève le porte-parole des importateurs. L'Etat-«stratège» est loin d'avoir accompli sa mission. C'est là aussi où se dissimulent les causes d'une désindustrialisation insidieuse. □

Faïçal FAQUIHI



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Des espoirs face à un pari risqué

FOUAD Benzakour, également DG de Super Céram, «garde espoir» lorsqu'on lui fait remarquer s'il n'est pas risqué d'avoir racheté Ceramica Ouadrass à 265 millions de DH au moment où le secteur vit des temps difficiles et souffre d'une surproduction (40 à 50%)? Pour le top management, «cela permettra d'augmenter notre capacité de production (de 105.000 à 120.000 m² par jour) et d'améliorer un peu ses coûts. Nous ne réalisons pas un chiffre d'affaires important dans la région de Tanger-Tétouan. L'acquisition de Ceramica Ouadrass permettra de percer dans ce marché et d'affronter la concurrence espagnole très active sur le terrain». Avec aussi l'objectif affiché d'orienter une bonne partie de la production à l'export. La filiale de Ynna Holding s'engage à multiplier les exportations par dix au moins et assure être déjà présente au Mali, Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Libye et Arabie Saoudite... Ce pays est tout de même mieux classé (17e sur 30) que le Maroc (22e) dans le palmarès

2012 des producteurs mondiaux de céramique. «Si des accords préférentiels sont signés avec ces pays africains, nous augmenterons notre part d'exportation y compris vers le Moyen-Orient», soutient le DG de Super Ceram.

A part le défi de la surproduction, le secteur de la céramique doit composer avec la baisse de l'investissement public dans le BTP et la morosité du marché immobilier. Là aussi on promet un discours confiant.

«Les pouvoirs publics sont conscients qu'il faut redresser la situation. Le Maroc a un déficit d'un million de logements. Il y a obligation de redémarrer l'immobilier pour que les autres secteurs avancent. L'accord trouvé entre le ministère de l'Habitat et la Fédération nationale des promoteurs immobiliers pour le logement de la classe moyenne est un pas en avant. Quant au programme des logements sociaux, il va se relever», estime notre interlocuteur. Pourvu que ça marche. □

E. F.

Céramique

Les producteurs préparent une nouvelle offensive



• **Le recours à une mesure anti-dumping en discussion**

• **Des exportateurs européens dans le viseur**

• **La profession se défend d'avoir failli à ses engagements**

- **L'Economiste: Les céramistes ont eu droit à des mesures de sauvegarde (2006-2010) en contrepartie d'exécuter un programme d'ajustement. Pourquoi n'arrivent-ils pas à faire leurs preuves face «aux importations massives»?**

- **Fouad Benzakour, président de l'Apic:** Les fabricants locaux ont acquis du matériel sophistiqué, obtenu la certification Iso 13006, investi plus d'un milliard de DH... À fin 2010, la production est passée de 9.000 m² à 13.000 m² par personne et par an. Les importations massives sont écoulées à des prix cassés. En cause, les stocks dormants d'avant la crise de 2008

provenant d'Espagne notamment. Les producteurs ont été contraints à baisser les prix et encaisser parfois d'énormes pertes. Ce sont 4 usines qui ont fermé et d'autres vont suivre si la situation ne s'arrange pas.

- **Vous vous êtes pourtant engagés à être compétitifs dès la levée de bouclier de défense commerciale...**

- Le problème n'est pas là. D'autres activités auraient coulé si elles étaient à la place des céramistes qui font face à la contrebande, sous-facturation... Nous sommes passés de 18 millions de m² de carreaux importés en 2011 à 24 millions en 2013. Le 1er trimestre 2014 va sur la même tendance. Le marché consomme 77 millions de m² de céramique par an dont 35% sont importés. Ce pourcentage était de 8% avant l'instauration des mesures de sauvegarde (près de 16% en 2005, selon l'Office des changes).

- **Allez-vous réclamer une nouvelle protection?**

- Nous avons d'abord demandé aux



«Je ne peux pas vous donner le nom des 4 céramistes (sur 11) qui ont fermé. Mais les pouvoirs publics sont au courant», affirme Fouad Benzakour, président de l'Association des professionnels de l'industrie céramique
(Ph. Super Céram)

ministères de l'Industrie et de l'Habitat de mettre à jour la norme ISO 13006. Elle ne permet pas de déceler tous les produits défectueux. Le recours à des mesures anti-dumping est en cours de discussion au sein de notre association. C'est une procédure assez compliquée et tous nos adhérents doivent en être convaincus.

- **Vous soutenez que des produits non conformes plombent le marché. Douane et direction de la qualité et des normes (ministère de l'Industrie) ne font-elles pas leur travail?**

- Je constate que centres techniques et laboratoires de contrôle relèvent l'existence de carreaux importés en vrac et sans emballage. C'est anormal. Comment les contrôler sans qu'ils soient identifiables? L'échantillonnage ne permet de vérifier qu'un arrivage sur une centaine. Il n'y a pas de procédure cohérente pour détecter toutes les anomalies. J'ai saisi tous les ministres concernés au sujet d'arrivages espagnols et italiens hors normes: des carreaux en faïence pour les murs sont vendus pour couvrir le sol. Le consommateur est induit en erreur. La contrebande arrive de Mellilia via Beni Ensar pour se retrouver à Casablanca, Fès...! □

Propos recueillis par
Faiçal FAQUIHI



Céramique

Les oublis d'une politique industrielle



• Logement social: la dérégulation qui tue

• Les producteurs ont mal anticipé l'ouverture

• Les importateurs dénoncent un marché «pollué»

DÉPUIS fin avril 2014, les céramistes se plaignent publiquement des «importations massives». Qui croire? D'un côté, l'Association professionnelle de l'industrie céramique déplore l'importation de produits non conformes (voir page 5). Sa rivale, l'Association nationale des professionnels de la céramique

et du second œuvre (Apisa) soutient en revanche qu'il est «quasiment impossible d'introduire les produits défectueux compte tenu du contrôle systématique aux frontières fait par les agents du ministère de l'Industrie».

Le président des importateurs, Youssef Belkaid, accuse à son tour «les pro-

ducteurs de commercialiser des produits de 2e et 3e choix totalement interdits à la vente dans notre pays». L'Apisa réclame «solennellement au ministère de l'Industrie de prendre ses responsabilités (...) pour préserver l'intérêt du consommateur». Ce point-là fait au moins consensus chez les deux groupements professionnels.

Les céramistes n'ont-ils pas vu venir la vague? En 2003 déjà, une étude du cabinet Aster recommandait aux industriels de «redoubler d'efforts pour améliorer leur compétitivité». Allusion au démantèlement tarifaire avec l'UE et «le risque qu'il va faire peser sur le marché intérieur». Les consultants ont aussi insisté sur le fait «d'assurer le passage, à l'échelle nationale, au gaz naturel comme source énergétique». Le comble est que l'étude a été pilotée par les professionnels et financée par l'UE dans le cadre du programme Meda! L'histoire continue.

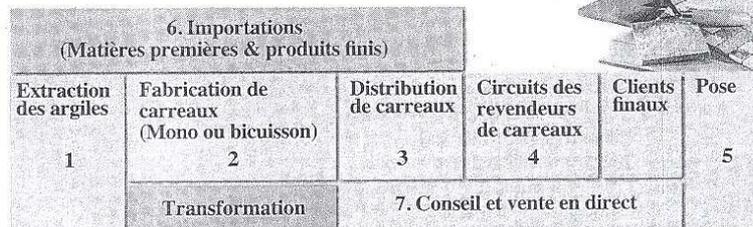
Une note a été rédigée en 2011 par le Centre des techniques et matériaux de construction (CETEMCO) sur «Les défis du secteur de la céramique industrielle».

On y prophétise «une explosion des importations à partir de janvier 2011». Année qui, ironie du sort, coïncidait avec l'organisation de «La semaine de la céramique du 24 au 30 janvier». Pier Giorgio Burzacchini y avait proposé quelques pistes pour rendre la branche de production nationale plus compétitive. Cet expert italien en céramique a beaucoup insisté sur «la restructuration de la filière: production, énergie, innovation».

Un peu plus de dix ans plus tard, le président des céramistes, Fouad Benzakour, nous apprend que «la mise en place d'un terminal gazier à Jorf Lasfer va donner un coup de pouce au secteur notamment pour exporter. Ce projet s'appuie sur l'importation de gaz naturel liquéfié et sa distribution à partir d'un pipeline basé au port. Pour commencer, celui-ci va ravitailler l'axe El Jadida-Kénitra».

La situation critique de la céramique marocaine lève le voile sur la réelle portée

Comment s'organise le circuit de la céramique



Source: Cabinet Aster



Youssef Belkaid, président de l'Association nationale des professionnels de la céramique et du second œuvre, se déclare farouchement contre le protectionnisme. «Les producteurs sont les premiers responsables de leurs déboires», estime le porte-parole des importateurs (Ph. Y.B)

de la politique industrielle et certains faux pas liés au manque de réactivité étatique (voir p. 4). Voire des décisions plombées par des contradictions impardonnables.

L'Etat a failli lorsqu'il a «ouvert la porte à l'importation de carreaux exonérée de taxes au profit des promoteurs conventionnés dans le cadre du logement économique. Or, l'Exécutif devait exclure les matériaux de construction produits localement», alertait-il y a 6 ans la Fédération nationale des matériaux de construction (cf. L'Economiste du 5 novembre 2008). Certains promoteurs en ont profité en se muant en revendeur.

Paradoxalement, cette décision intervenait au moment où un bouclier de défense commerciale a été instauré de 2006 à 2010. Mais il ne faut pas y voir la cause unique du mal-être économique que vit le secteur de la céramique. □

F. F.